

après avoir constaté que la réponse ne figurerait pas dans le budget. Encore une fois, la campagne de vente d'obligations d'épargne du Canada a-t-elle été aussi fructueuse que les années précédentes et, notamment, combien d'argent croit-il y recueillir?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai cette réponse sur mon bureau depuis deux ou trois jours et j'avais hâte que le député pose de nouveau sa question. J'ai dit dans mon exposé budgétaire de jeudi dernier que la campagne d'obligations d'épargne du Canada avait permis de réunir une somme appréciable en novembre, malgré les circonstances très défavorables qui l'aurait entourée. Selon les derniers chiffres hebdomadaires et mensuels publiés par la Banque du Canada, l'augmentation nette des ventes d'obligations d'épargne du Canada, du 1^{er} novembre au 29 novembre, s'établit à 635 millions de dollars, contre une moyenne de 698 millions pour le mois de novembre depuis dix ans.

Comme les députés le savent, le gouvernement ne peut compter trouver là une addition permanente nette à son encaisse, car d'ordinaire les rachats excèdent les ventes à partir de la fin de novembre. En général, la vente des obligations d'épargne du Canada a répondu à nos prévisions assez sobres. Dans la conjoncture nous ne pouvions espérer un succès retentissant; la campagne a eu, en fait, un succès mitigé.

M. Knowles: Jusqu'où aviez-vous poussé la sobriété?

LA COLLINE DU PARLEMENT

LE MAINTIEN DE LA FLAMME DU CENTENAIRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, à la demande de tous ceux qui m'ont parlé de l'affaire, j'aimerais poser une question au premier ministre.

Vu l'intérêt soutenu qu'inspire la flamme du centenaire sur la colline du Parlement, le gouvernement étudierait-il la possibilité de la garder à perpétuité, comme symbole de l'unité nationale, si les personnes ou les compagnies intéressées fournissaient des fonds dont l'intérêt serait assez élevé pour qu'on puisse entretenir la flamme?

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Je signale au député de Kootenay-Ouest que ce serait une très bonne question à poser lors du débat d'ajournement.

[L'hon M. Harkness.]

LA MAIN-D'ŒUVRE

LES PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE DURANT LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. E. Pascoe (Moose-Jaw-Lake-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, mais, en son absence et vu l'urgence de la question, puis-je l'adresser au ministre suppléant? En réponse à une question que j'ai posée hier, le ministre a indiqué que ceux qui seraient privés, pendant les deux semaines de Noël et du nouvel an, des allocations de subsistance payées aux personnes qui suivent des cours de formation professionnelle pour adultes pourraient toucher l'assurance-chômage pendant cette période. Ma question est la suivante: y aura-t-il une dérogation aux deux semaines d'attente requises pour recevoir des prestations d'assurance-chômage?

L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je dois considérer la question comme un préavis et j'espère être en mesure d'y donner une réponse demain ou lundi.

L'OFFICE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION ATLANTIQUE

L'ÉTUDE DES RÉSERVES D'EAU DOUCE DES PROVINCES MARITIMES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lloyd R. Crouse (Queens-Lunenburg): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social une question qui fait suite aux questions posées tout à l'heure sur la pollution des eaux. Des hydrogéologues se sont dits très inquiets à propos des réserves d'eau des trois provinces Maritimes. L'Office d'expansion économique de la région atlantique songe-t-il à entreprendre des études sur le dessalement de l'eau et sur les réserves d'eau requises notamment pour la préservation et le développement de la faune, pour les loisirs pour la production d'énergie électrique?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je me renseignerai volontiers et répondrai plus tard.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA CHAUSSURE—LES PAYS COMMUNISTES ET LE DUMPING

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. E. J. Benson (ministre du Revenu national et président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, en réponse à une ques